Ayant assisté ce 28 septembre, à Orléans, au congrès de « Régions de France », association regroupant l'ensemble de régions de notre pays, qui étaient accueillis par François Bonneau, président de notre région « Centre-Val de Loire », j'ai été frappé par la teneur du discours du Premier ministre qui, après quelques considérations « localistes » - d'ailleurs plutôt incertaines – a opposé une fin de non-recevoir à une demande forte des présidents de régions – ce qui a conduit François Bonneau, comme Philippe Richert, qui était alors encore président de « Régions de France », à rester impassibles au terme du discours et à refuser tout applaudissement, ce qui me paraitrait être sans précédent.

Encore cette « demande » des régions de France n'était-elle pas une nouvelle revendication : c'était tout simplement la volonté de voir respecté un engagement pris par l'État qui consistait à verser aux régions en 2018 comme en 2017, 450 millions d'Euros pour compenser le transfert à celles-ci de la compétence économique.

J'ai trouvé, comme la totalité des présidents de régions, cette fin de non-recevoir très regrettable. Les régions sont en effet devenues des acteurs majeurs en matière économique.

L'économie est aujourd'hui pour elles une compétence exclusive, qui s'exerce cependant en lien avec les métropoles et les intercommunalités.

Elles ont besoin d'investir dans l'économie, dans l'innovation, la création d'entreprises, le soutien aux PME et TPE – dans tout ce qui favorise l'emploi !

Réduire leurs moyens à cet égard est un très mauvais calcul et un très mauvais signe.

Puissent les prochains débats, au Sénat comme à l'Assemblée Nationale, conduire le gouvernement à revoir sa position.

Je ne manquerai pas, pour ma part, d'intervenir en ce sens.

Jean-Pierre Sueur

Phoca PDF